



## Issy-les-Moulineaux

# Le PC dénonce la vente de logements HLM

**B**RANLE-BAS de combat hier matin devant le 21, rue Marcel-Miquel, à Issy-les-Moulineaux, l'un des immeubles (24 logements) mis en vente par l'Office départemental HLM (OPDHLM). L'Office s'apprête à mettre en vente 454 logements sociaux dans plusieurs villes du département en 2008. Les élus communistes de la ville et de la région voulaient dénoncer ce projet initié quelques jours après la mise en œuvre de la loi sur le droit au logement opposable (loi Dalo).

Ils estiment que cette vente dans un département où le prix de l'immobilier atteint des sommets est une « véritable provocation ». « Comment peut-on vendre du logement social dans une ville qui compte 1 300 demandeurs, et où les prix de l'immobilier sont inaccessibles pour les populations à revenus modestes », interroge Lysiane Alezard, conseil-

lère municipale PC à Issy. « C'est organiser la pénurie. »

## « On est en situation de pénurie totale »

Malika Zediri, conseillère régionale, enfonce le clou : « En Ile-de-France, on est en situation de pénurie totale, on enregistre 350 000 mal-logés et 80 000 familles hébergées dans des hôtels. »

Chez les locataires, la possibilité de racheter leur appartement est diversement appréciée. Sylvie Dessay, jeune quadra, est plutôt ravie de cette alternative.

On lui propose de racheter son deux-pièces (37 m<sup>2</sup>) 100 000 € environ : « J'attends d'avoir plus de précisions sur cette vente, souligne la locataire. Je suis dans cet immeuble depuis six ans et je n'envisage pas de partir d'Issy. Le même bien dans la rue se vend environ 242 000 €, alors

cette proposition est plutôt une affaire. »

Retraitée de 77 ans dont quarante-sept passés dans l'immeuble, Marie-Françoise Rault est moins convaincue : « J'ai une petite retraite et ça ne m'intéresse pas compte tenu de mon âge. »

Le directeur général de l'OPDHLM, Pierre Bourgoïn, justifie ces ventes : « Dans cette opération expérimentale, on construit plus qu'on ne vend et les ventes s'effectuent dans des villes où l'on trouve un maximum de HLM. En plus, on vend des logements qui ne se libèrent jamais, on n'empêche donc pas des gens de rentrer dans des logements sociaux. Ces ventes permettront au contraire de dégager des fonds propres pour continuer de construire afin de loger des gens. »

MARISA FAION